

A Bosso, les effets et les défis de la stratégie hors camp

Dans la région de Diffa, il n'existe pas de camp pour les populations ayant fui les violences dans le nord du Nigeria. Dans l'analyse du contexte et de la réponse qu'apporte l'UNHCR, cette situation est souvent relevée par les medias. La question qu'ils soulèvent est comment porter assistance aux personnes déplacées si elles ne sont pas regroupées. Dans la pensée globale qui dit UNHCR dit camps de réfugiés.

Installer un camp est une des options qui se présentent pour appuyer les réfugiés. Elle a ses avantages et ses inconvénients. La stratégie hors camp en est une autre. Elle rend difficile la mise en place opérationnelle et logistique des interventions mais permet de ne pas inhiber les initiatives individuelles et les arrangements communautaires tout comme elle favorise, dès la phase d'urgence, l'intégration socio-économique des réfugiés. La ville de Bosso située à quelques pas du Nigéria et du Lac Tchad en est un exemple intéressant.

« Pas des moutons d'embouche »

Etat en déliquescence, faible présence d'ONG et d'organismes internationaux, les populations du nord du Nigeria ne comptent que sur elles-mêmes...et ça se voit.

Avant le début de la crise, la population de Bosso était estimée à près de 5 000 habitants. Depuis, les Comités d'Action Communautaires (CAC) ont enregistré l'arrivée de plus de 1800 familles déplacées. Bosso est devenue, avec les rives et les îles du lac Tchad, l'une des principales destinations. Sa proximité avec le lac n'y est pas pour rien. Les personnes déplacées viennent chercher ici des opportunités pour mener une activité économique.

Ibro est un habitant de Bosso. Pour lui « *les gens qui arrivent du Nigeria n'ont jamais pensé qu'en fuyant ils seraient assistés car ils ne l'ont jamais été chez eux* » avant de poursuivre « *ceux qui sont en bonne possession de leurs moyens physiques se débrouillent pour reprendre une activité* ». Même son de cloche pour Kaelli, animateur communautaire pour l'UNHCR à Bosso : « *ces personnes ne se croisent pas les mains en se disant qu'ils sont les moutons d'embouche du gouvernement, des ONG ou des Nations Unies* ».

A Bosso, le nombre de personnes déplacées ayant rapidement retrouvé une activité économique est impressionnant. Kalou est veuve. Elle a fui le Nigeria il y a 4 mois avec ses 6 enfants. L'ainée, Alima, a 16 ans. Arrivés à Bosso, Kalou et ses enfants, comme beaucoup d'autres familles, ont été accueillis dans la concession d'une famille locale. Au Nigeria, Kalou et Alima pratiquaient le maraichage. Arrivées à Bosso il a fallu s'adapter. « *Ici on ne possède pas de terre, quand nous sommes arrivés il a fallu vite trouver une autre activité. Nous avons emprunté un peu d'argent pour acheter du poisson et le revendre* ». Le matin, pendant que Kalou s'occupe des enfants, Alima part en moto taxi à Krikiri, petit port situé à quelques kilomètres, pour aller acheter du poisson. « *Au début ce n'était pas facile, il a fallu comprendre comment cela fonctionnait mais aujourd'hui ça va et notre commerce marche mieux* ».



Alima, vendeuse de poisson à Bosso, © UNHCR / B.Moreno

On y trouve notre compte

Entre Bosso et le port de Krikiri apparaissent de nombreux petits campements de déplacés. Pour l'instant, peu de personnes ne semblent vraiment s'en plaindre et encore moins Arikeme. Lui est le président du groupement des pêcheurs et piroguiers de Krikiri. Rien qu'au niveau du groupement, plus de 700 prêts ont déjà été octroyés à des personnes ayant fui le Nigeria. Les prêts comprennent une pirogue, un filet et des hameçons pour une valeur marchande de 30 000 FCFA (63 USD). Pour Arikeme « *malgré l'insécurité vers le sud du lac qui nous oblige à réduire notre espace de pêche, il reste suffisamment de place et de poissons. Pour nous ce n'est pas un problème que ces personnes viennent pêcher ici. On y trouve aussi notre compte car ce qu'on gagne avec les prêts va dans la caisse du groupement* » avant de rajouter « *d'ailleurs beaucoup de ces personnes sont aujourd'hui membres de notre groupement* ».



Port de Krikiri. © UNHCR / B.Moreno

« Si la chanson change, on doit danser différemment »

Boubacar est membre du Comité d'Action Communautaire (CAC) de Bosso. Il est en contact permanent avec les populations déplacées. Celles-ci ont d'ailleurs créé leur propre comité informel qui vient appuyer le CAC dans l'accueil des nouveaux arrivants. Ce comité s'organise aussi pour couvrir les besoins des plus vulnérables en santé et en alimentation.

Quand on interroge Boubacar sur le futur de sa petite ville, il fait preuve d'optimisme. *« Nous sommes un village qui devient une ville. La population augmente vite, mais beaucoup d'activités se développent et pour l'instant je ne trouve pas que cela nous fasse du mal »*. Selon Boubacar, des métiers encore mal vus il y a quelques mois commencent à devenir plus acceptables socialement : *« chez nous la personne qui est coiffeur peut être vue comme ton esclave. On peut te refuser la main d'une fille à cause d'un boulot comme ça. Mais maintenant, je vois que ça change et que le métier de coiffeur a plus de reconnaissance et tout ça c'est parce que des jeunes nigériens le font »*.

Bien qu'optimiste Boubacar reste conscient des défis qui attendent Bosso et ses habitants. *« Les Nigériens sont des débrouillards, il y a eu un changement brusque au niveau de notre communauté et si la chanson change on doit danser différemment »*.

Les défis de l'UNHCR

Accueil spontané des réfugiés au sein des familles autochtones, développement de stratégies d'adaptation et d'entraide, dynamisation du tissu socio-économique, près d'un an après l'arrivée des premiers déplacés et sans installation de camp, la région de Diffa a pu, d'une certaine manière, absorber une partie de la crise. La coexistence pacifique entre autochtones et nouveaux arrivants en est le meilleur exemple. Partageant un mode de vie et une culture commune, l'intégration de ces derniers a été facilitée.

Pour autant, on note peu à peu un délitement de cet équilibre social. Avec le temps, l'arrivée continue de nouvelles familles, la promiscuité et l'usure de la communauté hôte à partager de maigres ressources réduisent la capacité d'accueil de Bosso. A l'image de toute la région de Diffa, la ville de Bosso, ses habitants et ses autorités doivent remonter des défis qui frappent déjà à leur porte. Ces défis sont ceux sur lesquels s'engage l'UNHCR Niger. Ils se déclinent en 3 axes.

On trouve tout d'abord les domaines d'interventions traditionnels de l'UNHCR: la réponse d'urgence pour couvrir

les besoins en abris, santé, eau, assainissement et les besoins alimentaires, en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial; la documentation, c'est-à-dire la délivrance de cartes de réfugiés ou de cartes d'identité nigérienne, pour assurer la protection des déplacés. Leur éparpillement jusque sur les îles du lac Tchad impose des contraintes logistiques et sécuritaires qui sont en train d'être surmontées pour assurer l'accès à tous. Pour la documentation, l'UNHCR vient renforcer les structures étatiques compétentes qui se retrouvent face à un volume d'activités en inadéquation avec leurs ressources humaines, matérielles et financières. L'UNHCR doit aussi travailler avec un système administratif et judiciaire nigérien qui est lourd, long et non adapté à une situation d'urgence.

Ensuite vient le défi de l'urbanisation. Avant même l'afflux des déplacés, la ville était dépassée par son développement. Bosso n'a jamais disposé d'un plan d'aménagement urbain. La ville grossit aujourd'hui sans organisation, renforçant l'épineuse question du foncier et hypothéquant toute chance de développement harmonieux. L'UNHCR va aider la ville de Bosso (comme celles de Diffa, Maine Soroa et Kabelawa) à encaisser le choc démographique et à mieux se structurer. D'importants travaux d'extension et de réhabilitation du réseau d'eau sont déjà en cours. Parallèlement, les mécanismes de gestion du foncier et l'ancrage institutionnel des services compétents, et des élus, sont renforcés afin que Bosso puisse disposer d'un plan d'urbanisme consensuel comprenant notamment les zones de lotissement, l'eau et l'assainissement, les services éducatifs et de santé.

Enfin, le dernier défi, transversal à toutes les actions entreprises, est celui de la préservation et du renforcement des dynamiques communautaires. La cohésion sociale reste le meilleur atout dont dispose la région de Diffa pour encaisser cette épreuve et se projeter vers le futur.

On voit clairement que la non présence de camp amène l'UNHCR à sortir d'un mandat purement humanitaire pour tendre vers des solutions durables et le développement. La position géographique de la région de Diffa l'a souvent éloigné des interventions. Mais, il y a des moments dans l'histoire qu'il ne faut pas rater et c'est sûrement une partie de son histoire qu'est en train de jouer cette région fragile et exposée malgré elle. Ses habitants attendent une réponse cohérente pour accompagner leurs efforts. Ses autorités demandent une démarche inclusive et la prise en compte des programmes de développement existants. La responsabilité des acteurs de l'aide et des donateurs est forte.